

Cependant un régime, quelle que soit la force de résistance propre acquise par ses rouages, est, avant tout, ce que l'a fait la société même qu'il prétend régir. Il arrive que la machine entraîne le conducteur. Plus souvent, elle vaut ce que valent les doigts qui la manient. Je ris quand j'entends certains hommes d'affaires de ma connaissance, quelques heures après avoir « fait passer », à beaux deniers sonnants, un article dans le plus grave de nos journaux, s'élever éloquemment contre la vénalité de la presse ou s'ils ont commandé à un ancien ministre le livre qui devra

aucune classe de citoyens comme des tables descendues du ciel, qu'il faut adorer et croire ».

Je l'entends bien, sans qu'on ait besoin de me le souffler : les dirigeants des groupes étaient, en leur for intérieur, beaucoup moins fidèles à cette orthodoxie de façade qu'ils ne le laissaient penser. Ne les retrouvons-nous pas là, cependant, dans leur horrible association, les vices intellectuels qui ont tant fait pour notre perte : avec le goût de l'équivoque, un sens insuffisamment aigu du constant écoulement du monde ? Contre les hommes d'extrême gauche, comme contre les états-majors – car il arrive que, dans une nation, les pires adversaires respirent, sans s'en douter, la même atmosphère mentale – c'était, il faut l'avouer, Hitler qui avait raison. Non pas le Hitler des grandes harangues aux foules. Celui des confidences, qui disait un jour à Rauschning, à propos, précisément, du marxisme : « Nous savons, nous, qu'il n'y a pas d'état définitif... qu'il y a une évolution perpétuelle. L'avenir est le fleuve inépuisable des possibilités infinies d'une création toujours nouvelle. »

A un universitaire, on pardonnera d'attribuer une assez large part de responsabilité à l'enseignement ; et, pédagogue lui-même, d'exposer crûment les défauts de nos méthodes pédagogiques. Oscillant sans trêve entre un

humanisme à l'ancienne mode, parvenu à demeurer toujours bien fidèle à sa valeur esthétique, et le goût souvent intempérant des nouveautés, aussi incapable de préserver efficacement les valeurs esthétiques et morales de la culture classique que d'en créer de fraîches, notre enseignement secondaire fait beaucoup trop peu pour développer l'énergie intellectuelle. Comme les universités leurs étudiants, il accable les élèves d'examens. Aux sciences d'observation, si propres, pourtant, à développer l'initiative des yeux et de la matière grise, il accorde peu de place. Il s'étend sur la physiologie animale avec raison ; il néglige presque totalement la botanique, en quoi il a grandement tort. Alors que les écoles anglaises s'efforcent d'encourager le *hobby*, la marotte de l'esprit (herbiers, collections de pierres, photographie, que sais-je encore ?), les nôtres détournent pudiquement les regards de toutes ces « fantaisies » ou les abandonnent au scoutisme, dont le succès dénonce, plus clairement peut-être que tout autre symptôme, les carences de l'éducation « nationale ». J'ai connu plus d'un bon élève qui, sorti du lycée, n'a jamais ouvert un livre sérieux ; plus d'un cancre ou demi-cancre, chez qui se révèle aujourd'hui un goût profond de la culture. Une fois par hasard, l'aventure n'aurait rien de scandaleux. Répétée, elle devient troublante.

Est-ce dépit d'amoureux ? Historien, j'inclinerai à être par-

ticulièrement sévère à l'enseignement de l'histoire. Ce n'est pas l'École de Guerre seulement qui arme mal pour l'action. Non certes que, dans nos lycées, on puisse lui reprocher de négliger le monde contemporain. Il lui accorde, au contraire, une place sans cesse plus exclusive. Mais, justement, parce qu'il ne veut plus regarder que le présent, ou le très proche passé, il se rend incapable de les expliquer : tel un océanographe qui, refusant de lever les yeux vers les astres, sous prétexte qu'ils sont trop loin de la mer, ne saurait plus trouver la cause des marées. Le passé a beau ne pas commander le présent tout entier, sans lui, le présent demeure inintelligible. Pis encore peut-être : se privant, délibérément, d'un champ de vision et de comparaison assez large, notre pédagogie historique ne réussit plus à donner, aux esprits qu'elle prétend former, le sens du différent ni celui du changement. Ainsi notre politique rhénane, après 1918, s'est fondée sur une image périmée de l'Europe. Elle persistait à croire vivant ce mort : le séparatisme allemand. Ainsi, nos diplomates ont obstinément mis leur foi dans les Habsbourg, ces fantômes décolorés pour albums de salons bien-pensants ; on craint les Hohenzollern plus que Hitler. Autant de faire-part de décès qu'une histoire véritable n'aurait pas omis d'envoyer. Attachés, en outre, presque sans exceptions, aux manifestations les plus superficielles de la vie des

peuples, qui sont aussi, aux époques voisines de nous, les plus aisées à saisir, nos programmes scolaires entretiennent l'obsession du politique. Ils reculent, pudiquement, devant toute analyse sociale. Par là, ils manquent à en suggérer le goût. Qu'on veuille bien ne pas m'accuser de beaucoup trop demander à un maître de collège ou d'école primaire ! Je ne crois nullement plus difficile d'intéresser un enfant aux vicissitudes d'une technique, voire aux apparentes étrangetés d'une civilisation ancienne ou lointaine, qu'à un changement de ministère ; et ce n'est certes pas dans un manuel selon mon cœur que j'ai vu congrûment exposer à des élèves de neuvième comment la monarchie de Juillet avait, à la « pairie héréditaire », substitué la « pairie à vie ». N'y avait-il pas mieux à apprendre à ces marmots : rien de plus humain, de plus capable de frapper utilement leur malléable imagination, de plus instructif pour leur dressage de futur citoyen de la France et de la planète. Ici aussi, nous réclamons, toutes fenêtres désormais ouvertes, un grand balayage de l'atmosphère. Ce sera là tâche des jeunes. Pour réformer la préparation intellectuelle du pays, comme le commandement de ses armées, nous comptons sur eux, beaucoup plutôt que sur les cinq académies, les plus hautes autorités de l'Université ou le Conseil supérieur de la Guerre.

On charge de tous les péchés notre régime politique d'avant-guerre. Je ne suis point, pour ma part, tenté d'en dire beaucoup de bien. Que le parlementarisme ait trop souvent favorisé l'intrigue, aux dépens de l'intelligence ou du dévouement. Il me suffit, pour en être persuadé, de regarder autour de moi. Les hommes qui nous gouvernent aujourd'hui sont, pour la plupart, issus de ces marécages. S'ils renient maintenant les mœurs qui les ont faits ce qu'ils sont, ce n'est que ruse de vieux renards. L'infidèle employé, qui s'est ouvert un coffre-fort, ne laisse pas traîner ses fausses clefs : il aurait bien trop peur qu'un plus malin que lui ne les ramassât, pour le dépouiller, à son tour, du butin.

Lorsque l'heure aura sonné du vrai redressement, lorsque nous pourrons exiger, de nouveau, d'être dirigés au grand jour et commander aux factions de s'effacer, si elles ont perdu la confiance du pays, nous n'aurons pas, assurément, qu'à remettre, paresseusement, nos pas, dans les empreintes d'avant-hier. Les assemblées, de dimensions monstrueuses, qui prétendaient nous régir, étaient un legs absurde de l'Histoire. Des Etats-Généraux, réunis pour dire « oui » ou « non », pouvaient bien dénombrer leurs membres par centaines. Une chambre gouvernante se voue au chaos, dès qu'elle accepte d'être une foule ; et c'est d'ailleurs un problème de savoir si une chambre, faite

pour sanctionner et contrôler, peut gouverner. Notre machinerie de partis exhalait un parfum moisi de petit café ou d'obscurs bureaux d'affaires. Elle n'avait même pas pour elle l'excuse de la puissance, puisqu'elle s'est effondrée aux premiers souffles de l'arbitraire, comme un château de cartes. Prisonniers de dogmes qu'ils savaient périmés, de programmes qu'ils avaient renoncé à réaliser, les grands partis unissaient, fallacieusement, des hommes qui, sur les grands problèmes du moment – on le vit bien après Munich –, s'étaient formé les opinions les plus opposées. Ils en séparaient d'autres, qui pensaient exactement de même. Ils ne réussissaient pas, le plus souvent, à décider de qui serait au pouvoir. Ils servaient simplement de tremplin aux habiles, qui se chassaient l'un l'autre du pinacle.

Nos ministres et nos assemblées nous ont, incontestablement, mal préparés à la guerre. Le haut commandement, sans doute, les y aidait peu. Mais rien, précisément, ne trahit plus crûment la mollesse d'un gouvernement que sa capitulation devant les techniciens. En 1915, les commissions des Chambres avaient, pour nous doter d'artillerie lourde, plus fait que tous les artilleurs ensemble. Que leurs héritières n'ont-elles agi de même, et plus à temps, pour les avions et les chars ! L'histoire du ministre de l'Armement semble une leçon de déraison ; il est inouï que,

pour l'improviser, il ait fallu attendre les premiers mois de la campagne. C'est dès le jour de la mobilisation qu'il eût dû surgir, avec ses cadres tout prêts. Rarement, le Parlement refusait les crédits, si les spécialistes savaient les demander avec assez de courage. Il n'avait pas la force de les contraindre à les bien employer. En outre, capable de se résigner à frapper l'électeur à la bourse, il craignait beaucoup plus de le gêner. Sa répugnance à imposer aux réservistes les périodes d'exercice nécessaires a porté un coup très grave au principe des armées nationales. Il est vrai que les routines de la caserne, fort peu favorables à un emploi rationnel de ces stades d'instruction, lui avaient frayé la voie. A plusieurs reprises, les présidents du Conseil avaient dû réclamer les pleins pouvoirs. C'était avouer que la machine constitutionnelle grinçait. Mieux eût valu la réformer, avant qu'il fût trop tard. Solution de facilité, on ne voit point que ces pleins pouvoirs eux-mêmes aient beaucoup servi à renforcer la pratique gouvernementale ni à y remettre de l'ordre. Gâtés par la pratique des couloirs, nos chefs politiques croyaient s'informer quand ils ne faisaient que recueillir des potins au hasard des rencontres. Les problèmes mondiaux comme les problèmes nationaux ne leur apparaissaient plus que sous l'angle des rivalités personnelles.

Ce régime était donc faible. Il n'était pas si méchant qu'on l'a voulu peindre. Parmi les crimes dont on l'a accusé, certains semblent bien purement imaginaires. On a répété que les passions partisans et, surtout, anticléricales, avaient désorganisé l'armée. Je puis témoigner qu'à Bohain, le général Blanchard se rendait, chaque dimanche, à la messe. Supposer qu'il eût, pour cela, attendu la guerre, serait faire à son courage civique l'injure la plus gratuite. Il avait cent fois raison, puisque telle était sa foi, d'accomplir ainsi, publiquement, son devoir de fidèle. L'incroyant qui lui en eût su mauvais gré aurait été un sot ou une âme de boue. Mais je ne vois pas que ces convictions religieuses, loyalement affirmées, l'aient empêché d'obtenir, sous des gouvernements dits « de gauche », une armée, et de la conduire à la défaite.

Aussi bien, gouvernaient-ils tant que cela, nos Parlements et les ministres sortis de leurs rangs ? Des systèmes antérieurs, ils avaient gardé plusieurs grands corps publics qu'ils étaient bien loin de diriger étroitement. Sans doute, les préoccupations de parti ne manquaient pas d'intervenir, assez souvent, dans le choix des chefs d'équipe. De quelque côté que soufflât le vent du moment, les désignations qu'elles imposaient étaient rarement les plus heureuses. Mais le recrutement de base restait presque exclusivement corporatif. Asile préféré des fils de notables,

l'Ecole des Sciences Politiques peuplait de ses élèves les ambassades, la Cour des Comptes, le Conseil d'Etat, l'Inspection des Finances. L'Ecole Polytechnique, dont les bancs voient se nouer, pour la vie, les liens d'une si merveilleuse solidarité, ne fournissait pas seulement les états-majors de l'industrie ; elle ouvrait l'accès de ces carrières d'ingénieurs de l'Etat, où l'avancement obéit aux lois d'un automatisme quasi mécanique. Les Universités, par le moyen de tout un jeu de conseils et de comités, se coopaient à peu près complètement elles-mêmes, non sans quelques dangers pour le renouvellement de la pensée, et offraient à leurs maîtres des garanties de permanence, que le système présent a, provisoirement, dit-il, abolies. Fort de sa richesse et du prestige que, même sur les âmes, en apparence, les plus philosophiques, exerce toujours le hochet d'un titre, l'Institut de France conservait, pour le mal ou pour le bien, sa dignité de puissance intellectuelle. Si la politique influait, d'aventure, sur le choix de l'Académie, ce n'était assurément pas celle de gauche. « Je connais, disait naguère Paul Bourget, trois citadelles du conservatisme : la Chambre des lords, le grand Etat-Major allemand, l'Académie française. »

Le régime eut-il tort ou raison de respecter ces antiques corporations ? On peut en disserter à perte de vue. Les uns diront : stabilité, tradition d'honneur. Les autres, vers

lesquels j'avoue incliner, répliqueront : routine, bureaucratie, morgue collective. Une chose, en tout cas, est certaine : sur deux points, la faute fut lourde.

Quel tollé quand, par l'établissement d'une Ecole d'administration, un ministère de Front populaire prétendit battre en brèche le monopole des « Sciences Po » ! Le projet était mal venu. Mieux eût valu certainement favoriser, par des bourses, l'accès de tous aux fonctions administratives et en confier la préparation aux universités, selon le large système de culture générale qui fait la force du *Civil Service* britannique. Mais l'idée première était juste. Quelle que soit la nature du gouvernement, le pays souffre si les instruments du pouvoir sont hostiles à l'esprit même des institutions publiques. A une monarchie, il faut un personnel monarchiste. Une démocratie tombe en faiblesse, pour le plus grand mal des intérêts communs, si ses hauts fonctionnaires, formés à la mépriser et, par nécessité de fortune, issus des classes mêmes dont elle a prétendu abolir l'empire, ne la servent qu'à contrecœur.

D'autre part, le système de cooptation qui, officiel ou non, régnait dans presque tous les grands corps, aboutissait à y fortifier beaucoup trop le pouvoir de l'âge. Comme dans l'armée, l'avancement, à quelques exceptions près, était généralement assez lent et les vieillards, se perpétuant aux

sommets, s'ils acceptaient de tendre l'échelle à quelques-uns de leurs cadets, choisissaient, pour cela, de préférence, leurs trop bons élèves. Les révolutions nous paraissent tantôt souhaitables, tantôt odieuses, selon que leurs principes sont ou non les nôtres. Elles ont cependant toutes une vertu, inhérente à leur élan : elles poussent en avant les vrais jeunes. J'abhorre le nazisme. Mais, comme la Révolution française, à laquelle on rougit de la comparer, la révolution nazie a mis aux commandes, que ce soit à la tête des troupes ou à la tête de l'Etat, des hommes qui, parce qu'ils avaient un cerveau frais et n'avaient pas été formés aux routines scolaires, étaient capables de comprendre « le surprenant et le nouveau ». Nous ne leur opposons guère que des messieurs chenus ou de jeunes vieillards.

Cependant un régime, quelle que soit la force de résistance propre acquise par ses rouages, est, avant tout, ce que l'a fait la société même qu'il prétend régir. Il arrive que la machine entraîne le conducteur. Plus souvent, elle vaut ce que valent les doigts qui la manient. Je ris quand j'entends certains hommes d'affaires de ma connaissance, quelques heures après avoir « fait passer », à beaux deniers sonnants, un article dans le plus grave de nos journaux, s'élever éloquemment contre la vénalité de la presse ou s'ils ont commandé à un ancien ministre le livre qui devra

défendre leurs bas intérêts, railler ces « fantoches » du Parlement. Qui mérite davantage la corde, le corrompu ou le corrupteur ? Nos grands bourgeois se plaignent volontiers du corps enseignant. Au temps où, plus qu'aujourd'hui, ils tenaient les cordons de la bourse, ils trouvaient naturel de donner, par la voie du budget, aux professeurs de leurs fils, moins qu'à leurs domestiques. Dira-t-on assez le mal que nous a fait la proverbiale avarice française ? Là encore, l'esprit de petite ville n'a pas cessé de triompher.

Surtout, notre mécanisme politique souffrait, jusqu'à en être littéralement coincé, du grand malentendu des Français.

Il est bon, il est sain que, dans un pays libre, les philosophies sociales contraires se combattent librement. Il est, dans l'état présent de nos sociétés, inévitable que les diverses classes aient des intérêts opposés et prennent conscience de leurs antagonismes. Le malheur de la patrie commence quand la légitimité de ces heurts n'est pas comprise.

Il m'est arrivé, çà et là, de prononcer le nom de bourgeoisie. Non sans scrupules. Ces mots, à la fois usés par le temps et sujets à de perpétuelles déviations de sens, encombrant la nomenclature, encore tâtonnante, des sciences humaines, ils enferment, dans des contours trop

flous, des réalités trop complexes. Force est bien, cependant, jusqu'à nouvel ordre, d'user du seul vocabulaire qu'un langage imparfait mette à votre disposition. A condition d'en définir les termes. J'appelle donc bourgeois de chez nous un Français qui ne doit pas ses ressources au travail de ses mains ; dont les revenus, quelle qu'en soit l'origine, comme la très variable ampleur, lui permettent une aisance de moyens et lui procurent une sécurité, dans ce niveau, très supérieure aux hasardeuses possibilités du salaire ouvrier ; dont l'instruction, tantôt reçue dès l'enfance, si la famille est d'établissement ancien, tantôt acquise au cours d'une ascension sociale exceptionnelle, dépasse par sa richesse, sa tonalité ou ses prétentions, la norme de culture tout à fait commune ; qui enfin se sent ou se croit appartenir à une classe vouée à tenir dans la nation un rôle directeur et par mille détails, du costume, de la langue, de la bienséance, marque, plus ou moins instinctivement, son attachement à cette originalité du groupe et à ce prestige collectif.

Or, la bourgeoisie, ainsi entendue, avait, dans la France d'avant-guerre, cessé d'être heureuse. Les révolutions économiques, qu'on attribuait à la dernière catastrophe mondiale et qui n'en venaient pas toutes sapaient la quiète stabilité des fortunes. Jadis ressource presque unique de beaucoup de familles, ultime espoir de tant d'autres, qui

en étaient encore aux premières pentes du succès, la rente fondait entre des mains étonnées. La résistance du salariat faisait bloc contre toute pression sur les rémunérations ouvrières, amenuisant, à chaque crise, le profit patronal, avec les dividendes. L'expansion de l'industrie, dans les pays neufs, et les progrès de leur autarcie vouaient à une anémie croissante les capitalismes européens et français. La poussée des nouvelles couches sociales menaçait la puissance, économique et politique, d'un groupe habitué à commander. Longtemps il s'était, dans son ensemble, accommodé des institutions démocratiques. Beaucoup de ses membres les avaient même appelées de leurs vœux. C'était que les mœurs, comme à l'ordinaire, avaient retardé sur le droit. Remis au petit paysan et à l'ouvrier, le bulletin de vote n'avait, durant plus d'une génération, pas changé grand-chose à la domination traditionnelle exercée, sur la province, par les notables des classes moyennes. Il les avait même servis, en leur permettant d'éliminer, en partie, des grands postes de l'Etat, leurs vieux adversaires de la très haute bourgeoisie ou de la noblesse. Chez ces hommes étrangers aux intransigeances aristocratiques, la démocratie flattait un goût très sincère d'humanité. Elle ne les inquiétait pas encore dans leur bourse ou dans la solidité de leur modeste prestige. Mais un jour vint où, favorisé par la tragédie économique,

l'électeur du commun fit entendre beaucoup plus haut et plus dangereusement sa voix. Les rancunes furent avivées par un véritable sentiment d'inégalité retournée. Contraint à payer de sa personne, chaque jour plus durement, le bourgeois crut s'apercevoir que les masses populaires, dont le labeur était la source profonde de ses gains, travaillaient au contraire moins que par le passé – ce qui était vrai – et même moins que lui-même : ce qui n'était peut-être pas aussi exact, en tout cas, tenait un compte insuffisant des différentes nuances de la fatigue humaine. On le vit s'indigner que le manoeuvre trouvât le loisir d'aller au cinéma, tout comme le patron ! L'esprit des classes ouvrières, que leur longue insécurité avait accoutumé à vivre sans beaucoup de souci du lendemain, heurtait son respect inné de l'épargne. Dans ces foules au poing levé, exigeantes, un peu hargneuses et dont la violence traduisait une grande candeur, les plus charitables gémissaient de chercher désormais en vain le « bon pauvre » déférent des romans de M^{me} de Ségur. Les valeurs d'ordre, de docile bonhomie, de hiérarchie sociale complaisamment acceptée, auxquelles toute leur éducation avait formé des âmes naturellement peu amies des nouveautés, paraissaient prêtes à être balayées ; et avec elles, peut-être, quelque chose d'assurément beaucoup plus précieux : un peu de ce sens national qui, sans que le riche s'en doute

toujours assez, réclame des humbles une dose d'abnégation bien plus considérable que chez leurs maîtres.

Parce que la bourgeoisie était ainsi anxieuse et mécontente, elle était aussi aigrie. Ce peuple dont elle sortait et avec lequel, en y regardant de plus près, elle se fût senti plus d'une affinité profonde, trop déshabituée, d'ailleurs, de tout effort d'analyse humaine pour chercher à le comprendre, elle préféra le condamner. On saurait difficilement exagérer l'émoi que, dans les rangs des classes aisées, même parmi les hommes, en apparence les plus libres d'esprit, provoqua, en 1936, l'avènement du Front populaire. Quiconque avait quatre sous crut sentir passer le vent du désastre et l'épouvante des ménagères dépassa, s'il était possible, celle de leurs époux. On accuse aujourd'hui la bourgeoisie juive d'avoir fomenté le mouvement. Pauvre Synagogue, à l'éternel bandeau. Elle trembla, j'en puis témoigner, plus encore que l'Eglise. Il en fut de même pour le Temple. « Je ne reconnais plus mes industriels protestants », me disait un écrivain, né dans leur milieu. « Ils étaient naguère, entre tous, soucieux du bien-être de leurs ouvriers. Les voici, maintenant, les plus acharnés contre eux ! » Une longue fente, séparant en deux blocs les groupes sociaux, se trouva, du jour au lendemain, tracée dans l'épaisseur de la société française.

Certes, je n'ai nulle envie d'entreprendre ici l'apologie des gouvernements de Front populaire. Une pelletée de terre, pieusement jetée sur leurs tombes : de la part de ceux qui, un moment, purent mettre en eux leur foi ; ces morts ne méritent rien de plus. Ils tombèrent sans gloire. Le pis est que leurs adversaires y furent pour peu de chose. Les événements mêmes, qui les dépassaient, n'en portent pas, à beaucoup près, tout le poids. La tentative succomba, avant tout, devant les folies de ses partisans ou qui affectaient de l'être. Mais l'attitude de la plus grande partie de l'opinion bourgeoise fut inexcusable. Elle bouda, stupidement, le bien comme le mal. J'ai vu un brave homme, nullement insensible aux plaisirs des yeux, refuser de mettre les pieds à l'Exposition Universelle. Elle avait beau offrir cet incomparable trésor, orgueil de notre nation : les chefs-d'œuvre de l'art français. Un ministre abhorré l'avait inaugurée. Son achèvement avait été, disait-on, compromis par les exigences des syndicats. C'en était assez pour prononcer sur elle l'anathème. Quelles huées lorsqu'on nous parla d'organiser les loisirs. On raila, on boycotta. Les mêmes personnes élèvent aujourd'hui aux nues les mêmes efforts, depuis que l'idée a été reprise, plus ou moins sérieusement sous un autre nom, par un régime selon leur cœur.

Surtout, quelles qu'aient pu être les fautes des chefs, il y

avait, dans cet élan des masses vers l'espoir d'un monde plus juste, une honnêteté touchante, à laquelle on s'étonne qu'aucun cœur bien placé ait pu rester insensible. Mais, combien de patrons, parmi ceux que j'ai rencontrés, ai-je trouvés capables, par exemple, de saisir ce qu'une grève de solidarité, même peu raisonnable, a de noblesse : « passe encore, disent-ils, si les grévistes défendaient leurs propres salaires ». Il est deux catégories de Français qui ne comprendront jamais l'histoire de France, ceux qui refusent de vibrer au souvenir du sacre de Reims ; ceux qui lisent sans émotion le récit de la fête de la Fédération. Peu importe l'orientation présente de leurs préférences. Leur imperméabilité aux plus beaux jaillissements de l'enthousiasme collectif suffit à les condamner. Dans le Front populaire – le vrai, celui des foules, non des politiciens – il revivait quelque chose de l'atmosphère du Champ de Mars, au grand soleil du 14 juillet 1790. Malheureusement, les hommes dont les ancêtres prêtèrent serment sur l'autel de la patrie, avaient perdu contact avec ces sources profondes. Ce n'est pas hasard si notre régime, censément démocratique, n'a jamais su donner à la nation des fêtes qui fussent véritablement celles de tout le monde. Nous avons laissé à Hitler le soin de ressusciter les antiques péans. J'ai connu, à la 1^{re} armée, des officiers chargés d'entretenir le « moral » des troupes. Le comman-

dement avait, pour cela, fait choix d'un banquier très parisien et d'un industriel du Nord. Ils pensaient que pour glisser « quelques vérités » dans les journaux du front, il fallait, d'abord, les enrober de grasses plaisanteries. Quant au Théâtre aux Armées, plus il donnait de farces graveleuses, meilleur il leur semblait. De plus en plus loin du peuple, dont elle renonçait à pénétrer, pour sympathiser avec eux, les authentiques mouvements d'âme, tour à tour refusant de le prendre au sérieux ou tremblant devant lui, la bourgeoisie, en même temps, s'écartait, sans le vouloir, de la France tout court.

En accablant le régime, elle arrivait, par un mouvement trop naturel, à condamner la nation qui se l'était donné. Désespérant, malgré elle, de ses propres destins, elle finissait par désespérer de la patrie. Criez-vous que j'exagère ? Relisez les journaux que hier elle lisait et inspirait : vous serez édifié. Au temps où la Belgique venait de rejeter l'alliance au profit d'une neutralité tristement fallacieuse, un ami bruxellois me disait : « Vous ne vous imaginez pas le mal qu'ont fait à votre cause vos grands hebdomadaires. Ils proclament, chaque semaine, que vous êtes pourris. Que voulez-vous ! On les croit. » Nous ne les croyions nous-même que trop. Une grande partie de nos classes encore dirigeantes, celles qui nous fournissaient nos chefs d'industrie, nos principaux administrateurs, la plupart de

nos officiers de réserve, sont parties en guerre toutes pleines de cette hantise. Ils recevaient les ordres d'un système politique qui leur semblait corrompu jusqu'aux moelles ; ils défendaient un pays qu'ils jugeaient, d'avance, incapable de résister ; les soldats qu'ils commandaient étaient issus d'un peuple, à leur gré, dégénéré^[18]. Quel que pût être leur courage personnel et la force de leur patriotisme, était-ce là une bonne préparation mentale pour lutter, comme il l'eût fallu, « jusqu'au dernier quart d'heure » ?

Or, ces partis pris, les états-majors ne les partageaient que trop bien. Non qu'ils dussent nécessairement en être à ce point contaminés. Il s'en fallait de beaucoup que les officiers de carrière, même dans les plus hautes fonctions, sortissent tous de milieux héréditairement favorisés par la fortune. Plus d'un, au contraire, demeurait, par ses origines, très proche des couches populaires. Par profession et par point d'honneur, ils étaient, pour la plupart, fort étrangers à tout bas esprit mercantile. L'avenir du capitalisme, à supposer qu'ils eussent trouvé le temps de réfléchir sur lui, ne leur aurait assurément pas inspiré de considération particulière et une redistribution des richesses n'avait rien pour effrayer le plus grand nombre d'entre eux. Hommes de devoir, dans leur presque totalité,

et patriotes fervents, ils étaient les soldats de la France. Ils auraient rougi qu'on pût les prendre pour les mercenaires de quelques intérêts privés ou d'une classe. Mais, que savaient-ils des réalités sociales ? L'école, la caste, la tradition avaient bâti autour d'eux un mur d'ignorance et d'erreur. Leurs idées étaient simples. « A gauche », on était « antimilitariste » ; on y pensait mal, on n'y respectait pas l'autorité, qui fait, comme chacun sait, la force principale des armées. Quant au socialiste, ils le connaissaient de longue date : c'était le mauvais troupier qui se plaint perpétuellement de l'ordinaire et parfois, pour comble d'horreur, va saisir les journaux de ses jérémiades. Quiconque pactisait avec ces gens-là se trouvait suspect. Roosevelt même avait quelque chose de « bolcheviste » (je l'ai entendu dire, et par un chef d'état-major). Au surplus, étant, dans leur masse, d'esprit peu curieux, et dressés, dès leur adolescence, à fuir l'hérésie, cette courte orthodoxie leur suffisait parfaitement. Ils ne cherchaient, en aucune façon, à s'informer. Parmi les feuilles étalées sur la table de notre popote, *Le Temps* représentait l'extrême rouge. Ainsi, un groupe de jeunes chefs, recrutés entre les plus intelligents, n'ouvrait jamais un quotidien qui reflétait, si peu que ce soit, les opinions professées, à tort ou à droit, par la majorité des Français.

Battons notre coulpe. Ce n'est pas d'aujourd'hui que je le

déplore : les hommes auxquels revenait l'honneur de représenter, au cours de ces dernières années, ce qu'il y avait chez nous de tendances d'esprit authentiquement libérales, désintéressées et humainement progressives, ont commis une de leurs plus lourdes fautes, en s'abstenant de tout effort pour se faire mieux comprendre d'un groupe professionnel où subsistaient de si hautes valeurs morales. Le malentendu date, je pense, de l'affaire Dreyfus et notre côté de la barricade n'en porta assurément pas, à l'origine, la responsabilité. Il n'en est pas pour cela plus excusable. Combien de fois, voyant mes camarades boire, comme petit-lait, aux sources de haine et de bêtise que continuaient à dispenser, durant la guerre même, de sordides hebdomadaires, ne me suis-je pas dit « Quel dommage que de si braves gens soient si mal renseignés ! Quelle honte surtout que personne, jamais, n'ait véritablement cherché à les éclairer ».

Mais le fait est là : et nous pouvons maintenant en mesurer les résultats. Mal instruits des ressources infinies d'un peuple resté beaucoup plus sain que des leçons empoisonnées ne les avaient inclinés à le croire, incapables, par dédain comme par routine, d'en appeler à temps à ses réserves profondes, nos chefs ne se sont pas seulement laissé battre. Ils ont estimé très tôt naturel d'être battus. En déposant, avant l'heure, les armes, ils ont assuré le

succès d'une faction. Quelques-uns, certes, cherchèrent, avant tout dans le coup d'Etat, le moyen de masquer leur faute. D'autres cependant, dans le haut commandement, presque tous dans les rangs de l'armée étaient loin de poursuivre consciemment d'aussi égoïstes desseins. Ils n'ont accepté le désastre que la rage au cœur. Ils l'ont accepté, cependant, trop tôt, parce qu'ils lui trouvaient ces atroces consolations : écraser, sous les ruines de la France, un régime honni ; plier les genoux devant le châtement^[19] que le destin avait envoyé à une nation coupable.

J'appartiens à une génération qui a mauvaise conscience. De la dernière guerre, c'est vrai, nous étions revenus bien fatigués. Nous avons aussi, après ces quatre ans d'oisiveté combattante, grande hâte de reprendre sur l'établi, où nous les avions laissé envahir par la rouille, les outils de nos divers métiers : nous voulions, par des bouchées doubles, rattraper le travail perdu. Telles sont nos excuses. Je ne crois plus, depuis longtemps, qu'elles suffisent à nous blanchir.

Nous sommes beaucoup à avoir mesuré, très tôt, l'abîme où la diplomatie de Versailles et la diplomatie de la Ruhr menaçaient de nous précipiter. Nous comprenions qu'elles réussissaient ce merveilleux coup double : nous brouiller avec nos alliés de la veille ; maintenir toute saignante,

notre antique querelle avec les ennemis que nous venions à grand-peine de vaincre. Or, nous n'ignorions pas ce que représentaient de puissance latente et la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Les mêmes hommes, ou peu s'en faut, que nous avons vus nous conseiller, aujourd'hui avant même que l'heure en eût sonné, la triste sagesse de Louis XVIII, nous engageaient alors à la magnificence de Louis XIV. Nous n'étions pas assez sots pour croire, avec eux, que dans une France appauvrie, relativement dépeuplée et d'un potentiel industriel médiocre, une pareille politique fût de saison : si tant est qu'elle l'ait jamais été. Comme nous n'étions pas prophètes, nous n'avions pas deviné le nazisme. Mais nous prévoyions bien que, sous une forme dont nous nous avouions incapables de dessiner, avec précision, les contours, le sursaut allemand viendrait, un jour, alimenté par les rancunes, dont nos folies multipliaient la semence, et que son déclenchement serait terrible. Si l'on nous avait interrogés sur l'issue vraisemblable d'une seconde guerre, nous aurions répondu, sans doute, par l'espoir d'une seconde victoire. Mais, sans nous dissimuler que, dans cette tourmente renouvelée, la civilisation européenne risquait de sombrer à jamais. Nous sentions, d'autre part, dans l'Allemagne d'alors, la montée encore timide de bonnes volontés, franchement pacifiques, honnêtement libérales, qu'il ne tenait qu'à nos chefs d'encou-

rager. Nous savions tout cela. Et pourtant, paresseusement, lâchement, nous avons laissé faire. Nous avons craint le heurt de la foule, les sarcasmes de nos amis, l'incompréhensif mépris de nos maîtres. Nous n'avons pas osé être, sur la place publique, la voix qui crie, d'abord dans le désert, mais du moins, quel que soit le succès final, peut toujours se rendre la justice d'avoir crié sa foi. Nous avons préféré nous confiner dans la craintive quiétude de nos ateliers. Puissent nos cadets nous pardonner le sang qui est sur nos mains !

Tout ce qu'on a lu plus haut sur les faiblesses qui, peu à peu, minaient la robuste santé du pays, sur la léthargie intellectuelle des classes dirigeantes et leurs rancœurs, sur les illogiques propagandes dont les mixtures frelatées intoxiquaient nos ouvriers, sur notre gérontocratie, sur le malaise de l'armée, dans la nation, tout cela ou presque tout, il y a longtemps que nous nous le murmurions, entre amis choisis. Combien ont eu le cran de parler plus fort ? J'entends bien, nous n'avions pas des âmes de partisans. Ne le regrettons pas. Ceux d'entre nous qui, par exception, se laissèrent embrigader par les partis, finirent presque toujours par en être les prisonniers beaucoup plutôt que les guides. Mais ce n'était pas dans les comités électoraux que nous appelait notre devoir. Nous avons une langue, une plume, un cerveau. Adeptes des sciences

de l'homme ou savants de laboratoires, peut-être fûmes-nous aussi détournés de l'action individuelle par une sorte de fatalisme, inhérent à la pratique de nos disciplines. Elles nous ont habitués à considérer, sur toutes choses, dans la société comme dans la nature, le jeu des forces massives. Devant ces lames de fond, d'une irrésistibilité presque cosmique, que pouvaient les pauvres gestes d'un naufragé ? C'était mal interpréter l'histoire. Parmi tous les traits qui caractérisent nos civilisations, elle n'en connaît pas de plus significatif qu'un immense progrès dans la prise de conscience de la collectivité. Là est la clef d'un grand nombre de contrastes qui, aux sociétés du passé, opposent, si crûment, celles du présent. Une transformation juridique, dès lors qu'elle est perçue, ne se produit pas de la même façon que si elle était demeurée purement instinctive.

Les échanges économiques n'obéissent pas aux mêmes lois, selon que les cours des prix sont ou non connus de l'ensemble des participants. Or, de quoi est faite cette conscience collective, sinon d'une multitude de consciences individuelles, qui, incessamment, influent les unes sur les autres ? Se former une idée claire des besoins sociaux et s'efforcer de la répandre, c'est introduire un grain de levain nouveau, dans la mentalité commune ; c'est se donner une chance de la modifier un peu et, par

suite, d'incliner, en quelque mesure, le cours des événements, qui sont réglés, en dernière analyse, par la psychologie des hommes. Avant tout, nous étions requis, une fois de plus, par la tâche quotidienne. Il ne nous reste, pour la plupart, que le droit de dire que nous fûmes de bons ouvriers. Avons-nous toujours été d'assez bons citoyens ?

Je n'étaie pas ces remords par délectation morose. L'expérience ne m'a point appris qu'un péché confessé fût, pour cela, moins lourd à porter. Je pense à ceux qui me liront : à mes fils, certainement, à d'autres, peut-être, un jour, parmi les jeunes. Je leur demande de réfléchir aux fautes de leurs aînés. Peu importe qu'ils les jugent avec l'implacable sévérité des âmes encore fraîches, ou leur réservent un peu de cette indulgence amusée, dont les générations montantes accordent volontiers au vieil âge le dédaigneux bénéfice. L'essentiel est qu'ils les connaissent, pour les éviter.

Nous nous trouvons aujourd'hui dans cette situation affreuse que le sort de la France a cessé de dépendre des Français. Depuis que les armes, que nous ne tenions pas d'une poigne assez solide, nous sont tombées des mains, l'avenir de notre pays et de notre civilisation fait l'enjeu d'une lutte où, pour la plupart, nous ne sommes plus que des spectateurs un peu humiliés. Qu'advient-il de

nous si, par malaventure, la Grande-Bretagne doit être, à son tour, vaincue ? Notre redressement national en sera, à coup sûr, longuement retardé. Retardé seulement, j'en ai la conviction. Les ressorts profonds de notre peuple sont intacts et prêts à rebondir. Ceux du nazisme, par contre, ne sauraient supporter toujours la tension croissante, jusqu'à l'infini, que les maîtres présents de l'Allemagne prétendent leur imposer. Enfin, les régimes « venus dans les fourgons de l'étranger » ont bien pu jouir, parfois chez nous, d'une certaine durée. Ce n'a jamais été, face aux dégoûts d'une fière nation, que le répit du condamné. N'apercevons-nous pas déjà que la plaie de l'occupation mord, chaque jour, plus cruellement dans nos chairs ? L'apparente bonhomie du début ne trompe plus personne. Pour juger l'hitlérisme, il suffit, à notre opinion, de le regarder vivre. Mais combien j'aime mieux évoquer l'image d'une victoire anglaise ! Je ne sais quand l'heure sonnera où, grâce à nos Alliés, nous pourrons reprendre en main nos propres destinées. Verrons-nous alors des fractions du territoire se libérer les unes après les autres ? Se former, vague après vague, des armées de volontaires, empressées à suivre le nouvel appel de la Patrie en danger ? Un gouvernement autonome poindra quelque part, puis faire tache d'huile ? Ou bien un élan total nous soulèvera-t-il soudain ? Un vieil historien roule ces images dans sa tête.

Entre elles, sa pauvre science ne lui permet pas de choisir. Je le dis franchement : je souhaite, en tout cas, que nous ayons encore du sang à verser : même si cela doit être celui d'êtres qui me sont chers (je ne parle pas du mien, auquel je n'attache pas tant de prix). Car il n'est pas de salut sans une part de sacrifice ; ni de liberté nationale qui puisse être pleine, si on n'a travaillé à la conquérir soi-même.

Ce n'est pas aux hommes de mon âge qu'il appartiendra de reconstruire la patrie. La France de la défaite aura eu un gouvernement de vieillards. Cela est tout naturel. La France d'un nouveau printemps devra être la chose des jeunes. Sur leurs aînés de l'ancienne guerre, ils posséderont le triste privilège de ne pas avoir à se garer de la paresse de la victoire. Quel que puisse être le succès final, l'ombre du grand désastre de 1940 n'est pas près de s'effacer. Peut-être est-ce une bonne chose d'être ainsi contraints de travailler dans la rage ? Je n'aurai pas l'outrecuidance de leur tracer un programme. Ils en tireront eux-mêmes les lois au fond de leur cerveau et de leur cœur. Ils en adapteront les contours aux leçons des événements. Nous les supplions seulement d'éviter la sécheresse des régimes qui, par rancune ou orgueil, prétendent dominer les foules, sans les instruire ni communier avec elles. Notre peuple mérite qu'on se fie à lui et qu'on le mette

dans la confiance. Nous attendons d'eux aussi que, tout en faisant du neuf, beaucoup de neuf, ils ne rompent point les liens avec notre authentique patrimoine qui n'est point ou qui, du moins, n'est pas tout entier là où de prétendus apôtres de la tradition le veulent mettre. Hitler disait un jour, à Rauschning : « Nous avons raison de spéculer plutôt sur les vices que sur les vertus des hommes. La Révolution française en appelait à la vertu. Mieux vaudra que nous fassions le contraire. » On pardonnera à un Français, c'est-à-dire à un homme civilisé – car c'est tout un – s'il préfère, à cet enseignement, celui de la Révolution, et de Montesquieu : « Dans un Etat populaire, il faut un ressort, qui est la vertu. » Qu'importe si la tâche est ainsi rendue plus difficile ! Un peuple libre et dont les buts sont nobles, court un double risque. Mais, est-ce à des soldats qu'il faut, sur un champ de bataille, conseiller la peur de l'aventure ?

Guéret-Fougères (Creuse) : juillet-septembre 1940.

